

**Convention collective nationale**

IDCC : 7517. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES**  
**(Ingénieurs et cadres)**  
**(2 avril 1952)**

(Etendue par arrêté du 13 octobre 1953,  
*Journal officiel* du 28 octobre 1953)

**AVENANT N° 36 DU 26 OCTOBRE 2005 (1)**

NOR : *AGRS0597222M*

IDCC : 7517

**Article 1<sup>er</sup>**

La convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 est modifiée comme suit :

Les taux de cotisations du paragraphe 1 de l'article 7 sont modifiés comme suit :

**Article 7**

Paragraphe 1. – Afin d'assurer le financement des garanties du présent régime de protection sociale, est due la cotisation aux taux ci-après définis, supportée partie par l'employeur, partie par le participant, le règlement de ladite cotisation étant obligatoirement assuré par l'employeur et sous sa responsabilité :

1° Une cotisation de 13,20 % portant sur la tranche de rémunération inférieure ou égale au plafond des assurances sociales agricoles (tranche A) ;

2° Une cotisation de 19,24 % portant sur les tranches de rémunération comprises entre le plafond des assurances sociales agricoles et une limite supérieure égale à 8 fois ce plafond (tranches B et C).

Les taux de cotisation du 2<sup>e</sup> point du premier alinéa de l'article 9 ainsi que leurs répartitions sont modifiés comme suit :

**Article 9**

Un taux de 16,24 % sur les tranches de rémunération supérieure au plafond des assurances sociales agricoles (tranches B et C) est obligatoirement

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

affecté au régime AGIRC dans les conditions et selon les règles de répartition entre l'employeur et le salarié telles que définies à la convention collective nationale du 14 mars 1947. La cotisation au titre du régime AGIRC est répartie à raison de 62,07 % à la charge de l'employeur et 37,93 % à la charge du salarié.

Les taux de cotisations du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 10 ainsi que leurs répartitions sont modifiés comme suit :

#### Article 10

Sur les taux de cotisations définis à l'article 7 :

Un taux de 3,20 % sur la tranche de rémunération limitée au plafond des assurances sociales agricoles (tranche A) est obligatoirement affecté à la couverture des risques santé, incapacité, invalidité, dans les conditions définies à l'annexe II. De ce taux de cotisation 2,80 %, est obligatoirement affecté à la couverture du risque santé. La cotisation santé ne devra être inférieure à un montant fixé annuellement par la commission paritaire.

La part du taux de cotisation affecté à la couverture du risque santé est supporté à raison de 53,13 % par le salarié et de 46,87 % par l'employeur.

La répartition de la part du taux affecté à la couverture des risques incapacité, invalidité s'effectue quant à elle par parts égales entre l'employeur et le salarié.

Un taux de 3,00 % sur les tranches de rémunération supérieure au plafond des assurances sociales agricoles (tranches B et C) est obligatoirement affecté à la couverture des risques incapacité, invalidité, décès dans les conditions définies à l'annexe II.

La répartition de ces cotisations s'effectue par parts égales entre l'employeur et le salarié.

#### Article 2

L'annexe II de la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 est modifiée comme suit.

Le premier alinéa de l'article 12 est modifié comme suit :

#### Article 12

Si le membre participant décède en activité avant 65 ans, ou en situation d'exonération de cotisations, il est versé sur la base du nombre de points de retraite complémentaire ARRCO-AGIRC acquis respectivement au taux de 8 % sur la tranche A et de 16,24 % sur les tranches B et C, ainsi que sur la base du nombre de points acquis au titre du régime de retraite supplémentaire visé à l'annexe I au taux de 2 % sur tranche A : [...].

Le premier alinéa de l'article 20 est modifié comme suit :

#### Article 20

L'indemnité journalière est égale à 25 % de la fraction du salaire brut inférieure ou égale au plafond journalier des assurances sociales agricoles et à 70 % de la fraction du salaire brut supérieure à ce plafond [...].

Le premier alinéa de l'article 21 est modifié comme suit :

#### **Article 21**

L'indemnité journalière qui est servie en complément des indemnités journalières du régime de base est versée à compter du 21<sup>e</sup> jour d'arrêt de travail pour cause de maladie ou accident de la vie privée et à compter du 1<sup>er</sup> jour en cas d'accident du travail, de maladie professionnelle ou de maternité [...].

#### **Article 3**

Ces dispositions prennent effet au 1<sup>er</sup> janvier 2006.

#### **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 26 octobre 2005.

(Suivent les signatures.)